



Réforme des retraites : **"Rien à débattre, rien à négocier" !** **Seule la lutte unie** **Maintiendra nos acquis**

Çà y est ! Les retraites c'est parti. Ce lundi 12 avril, le ministre du travail,



Eric Woertz a convoqué les organisations syndicales. Cette réunion, prévue de longue date, avait pour ambition de définir le cadre « très très restreint » d'éventuelles négociations.

En effet, les dès étant « pipés » d'avance, on ne voit pas comment éviter un rapport de force franc et massif, seul en mesure de faire reconsidérer au gouvernement la question des retraites. Tout d'abord, celui-ci entend réformer un système, qui, selon lui, serait devenu obsolète suite à leurs bilans démographiques qui stipulent, que nous vivons aujourd'hui beaucoup plus longtemps. Sur ce point, on peut sérieusement s'interroger sur l'objectivité de ces études, puisqu'il s'avère qu'un ouvrier vit en moyenne 7 ans de moins que le cadre.

La pénibilité du travail, le stress, les suicides, les maladies cardiaques et les cancers liés à certaines professions sont démonstratifs de la manipulation médiatique qui s'opère sur ce problème et atteste d'une réalité beaucoup moins reluisante.

Mais alors, pourquoi Sarkozy veut-il réformer notre système de retraites, considéré par le monde comme meilleur actuellement.





Les raisons sont simples. En premier lieu, le gouvernement veut adhérer aux directives fixées par l'Europe, qui consistent avant toute chose, faire de nos retraites un outil de spéculation en instaurant les fonds de pension à l'Américaine.

En réalité, on ne laisse apparaître pour l'instant que la partie visible de l'iceberg. A terme, c'est tout bonnement notre retraite par répartition qui serait remise en cause.

Après 1993, 1995, 2003.... Nous sommes à la fois dans la continuité et face à une nouvelle étape de l'offensive du Medef et du gouvernement pour faire main basse sur une partie différée que représentent nos retraites.

Pour arriver à ses fins, Sarkozy veut procéder par touches successives. Il veut maintenant, faire voler en éclats, l'acquis social du droit de partir en retraite dès 60 ans, au motif que nous vivons, selon lui, plus longtemps.

❖ Pourquoi faudrait-il si cela était vrai, que ce « projet » se solde par une dégradation de nos conditions de vie ?

❖ Pourquoi devrions-nous, accepter de travailler plus longtemps, quand tant de jeunes sont exclus du monde du travail ?



Combien de milliers de salariés sont licenciés avant d'atteindre l'âge de la retraite, combien d'autres sont déclarés invalides ou usés par le fait du travail comme de ses contraintes (les horaires postés, décalés, le management par la pression, ect...

Pour le gouvernement et le Medef, il n'y aurait pas d'autres choix, les salariés devraient travailler plus longtemps ou accepter des pensions plus faibles.

Pour le syndicat CGT Renault Douai, nous affirmons qu'il y a d'autres solutions. Prenons l'argent là où il est.



Exemple : 242 milliards d'Euros, la somme versée aux actionnaires en 2008, c'est pratiquement le montant du budget des retraites (249 milliards d'Euros). Malgré la crise, un grand nombre d'entreprises annoncent des résultats positifs en 2009 et le versement de dividendes juteux aux actionnaires. C'est bien la preuve que le financement des retraites est possible, à condition d'obliger les entreprises à s'acquitter de leurs

cotisations sociales, mais également de supprimer les exonérations dont elles sont tributaires (plus de 250 Milliards d'Euros).

Non, une réforme des retraites n'est pas nécessaire, les efforts doivent venir des nantis, il faut arrêter de mettre à contribution les travailleurs qui ont déjà trop donné. Nous ne devons rien céder sur nos revendications, à savoir : le maintien d'une retraite pleine et entière à 60 ans au plus tard pour aller vers 55 ans, avec une pension d'au moins 75% du salaire d'activité.

- ⇒ **Pour un départ dès 55 ans pour les métiers pénibles.**
- ⇒ **Maintenir des régimes par répartition.**
- ⇒ **Pour que chaque départ soit compensé par une embauche.**
- ⇒ **Non à l'allongement de la durée de cotisations.**
- ⇒ **Le retour aux 37,5 annuités, tout en exigeant, pour le calcul de la pension le retour aux 10 meilleures années.**
- ⇒ **Abrogation des lois Balladur de 1993 et Fillon de 2003.**

Défendre nos retraites, construire l'avenir des générations futures implique, d'abord, de mettre un terme définitif aux licenciements et aux suppressions d'emplois.

N'écoutons plus également, les tentatives de divisions qui vont aller bon train, dans la période entre les fonctionnaires et nous, car elles servent avant tout, ceux qui veulent mettre à mal nos retraites.


D'ores et déjà, réfléchissons à la construction du rapport de force qu'il faudra déployer pour faire reculer Sarkozy, Woertz et Parisot.



C'est ensemble, privé et public

Faites vous entendre, avec le syndicat CGT Renault Douai, seul syndicat cent pour cent indépendant de la direction. Méfiez vous des contre façons !

Le14/04/2010

 : 39591